

NOTE
A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

OBJET : Questions d'actualité – point sécurité/terrorisme

⇒ L'attentat du Thalys a été beaucoup commenté (premier sujet dans la mémorisation de l'actualité). Il a inquiété, alourdi l'atmosphère, sans toutefois provoquer de traumatisme.

Le happy end a incontestablement aidé. Les « héros américains » sont portés au pinacle.

L'octroi de la légion d'honneur par le Président revient régulièrement dans les propos. Le geste était le bon : il a été vu, et collait à ce que ressentaient beaucoup de Français sur le moment.

⇒ Sur le fond, l'effritement de la confiance accordée au gouvernement se poursuit cependant.

Les Français ne sont plus que 56% à penser que « *le gouvernement met tout en œuvre pour lutter contre le terrorisme* » : soit 8 points de moins que la dernière mesure effectuée mi-juillet.

Notre principale faiblesse, aux yeux de l'opinion, porte sur la surveillance et la prévention. Ainsi, 58% ont confiance dans le gouvernement pour « *assurer la protection des français en cas d'actions ou de menaces terroristes* », contre 49% pour « *lutter contre les réseaux islamistes en France* » et seulement 34% pour « *éviter la radicalisation de certains jeunes musulmans* ».

⇒ L'attaque du Thalys a appuyé sur ces failles : ce qui semble avoir choqué le plus n'est pas l'absence de forces de sécurité, ni même qu'il ait pu monter dans le train avec une arme, mais qu'il faisait l'objet d'une « fiche S » (que les médias ont abondamment relayé), sans que cela n'ait empêché l'attaque.

« Les gars qui font les attentats, le gars qui était dans le train, comment il peut arriver là ? Ils les connaissent. Le gouvernement sait que c'est des terroristes, et ils ne les enferment pas. Qu'est-ce que c'est que ça ? Ils ont qu'à les mettre en prison ! » (SSP)

« Les attentats qui n'arrêtent pas. Les politiques sont au courant, mais rien ne se fait. Ils nous racontent des salades » (EELV)

« On se retrouve avec des personnes qui se déplacent sur le territoire français librement et sans surveillance, alors qu'ils sont fichés avec des fiches S. Il faut les mettre en surveillance de radicalisation, ils posent des problèmes de sécurité » (SSP)

⇒ Il pourrait être utile, outre des mesures de sécurité ou de contrôle supplémentaire, de montrer davantage ce que nous faisons en termes de renforcement de la surveillance des individus fichés d'une part, de déradicalisation d'autre part (voire, dans le cas où les « fiches S » deviendraient un point de crispation trop symbolique, d'en proposer une réforme ?).

Adrien ABECASSIS